

2. - Les candidats ouvriers qui, dans la mesure du possible, devront être des membres de la Ligue, devront être opposés aux candidats des démocrates petits-bourgeois. Nous devons lutter par tous les moyens pour l'élection de nos candidats. Même dans les localités où il n'y a pas d'espoir de les faire élire, les travailleurs doivent présenter leurs propres candidats afin de préserver leur propre indépendance, afin de pouvoir mesurer leurs propres forces et afin de présenter à l'opinion publique leur attitude révolutionnaire et le point de vue de leur parti. Ils ne doivent pas se laisser corrompre par les discours des démocrates disant, par exemple, que le parti démocrate s'est divisé à cause de l'action indépendante des travailleurs, et que cela rendra possible la victoire de la réaction. L'emploi de tels discours se termine toujours par une escroquerie contre le prolétariat. Le progrès que le parti prolétarien doit faire en se présentant indépendamment est infiniment plus important que le désavantage causé par la présence de quelques réactionnaires dans l'assemblée représentative. Si la démocratie prolétarienne se présente dès le début avec détermination et par des actes de fermeté contre la réaction, l'influence de la réaction dans les élections sera de plus détruite par avance.

Le premier point sur lequel les démocrates bourgeois entreront en conflit avec les ouvriers sera la question de l'abolition du féodalisme. De même que dans la première révolution française, les petits bourgeois donneront gratuitement les terres féodales à la paysannerie, ce qui signifie que le prolétariat agricole restera dans la même situation qu'auparavant, car ils veulent une petite bourgeoisie paysanne qui passera par le même cycle d'appauvrissement et d'endettement qui afflige aujourd'hui la paysannerie française.

Dans l'intérêt du prolétariat, les travailleurs doivent s'opposer à ce plan. Ils doivent exiger que les propriétés féodales confisquées soient converties en fermes d'Etat, afin d'être employées comme colonies de travail que le prolétariat agricole exploiterait avec tous les avantages de la grande culture, et au travers desquelles le principe de la propriété collective acquerrait immédiatement une forte base au milieu de l'affaiblissement des rapports bourgeois de propriété. Les travailleurs des villes doivent s'allier aux travailleurs des champs tout comme les démocrates s'allient à la paysannerie. De plus, les démocrates lutteront pour l'établissement d'une république fédérative ou, dans le cas où ils ne peuvent pas éviter l'établissement d'une république unie et indivisible, ils tenteront de paralyser le gouvernement central en réclamant la plus grande autonomie et indépendance pour les municipalités et les provinces. En opposition à ce plan, les travailleurs doivent non seulement lutter pour l'établissement de la république allemande unie et indivisible, mais pour la plus décisive centralisation des forces entre les mains de l'Etat. Ils ne doivent pas se laisser bernier par les palabres des démocrates sur la liberté pour les communautés locales, le gouvernement propre, etc.. Dans un pays comme l'Allemagne où tant de survivances du féodalisme restent encore à abolir, il ne saurait en aucun cas être toléré que chaque village, chaque ville et chaque province devienne un obstacle à l'activité révolutionnaire, qui ne peut se développer pleinement que d'un point central. On ne peut tolérer de voir se perpétuer les conditions présentes qui forcent les Allemands à lutter séparément dans chaque ville et dans chaque province pour la même quantité de progrès.

Il est encore moins possible de permettre la continuation de la propriété municipale qui est une forme plus réactionnaire que la propriété privée contemporaine, et qui est maintenant partout en décadence et la cause de litiges constants entre les municipalités riches et les pauvres municipalités; il est également inadmissible que, parallèlement à la loi civile générale, la loi civile municipale existante, avec ses chicanes contre les travailleurs, continue d'exister au travers de la soi-disant construction libre de la commune. C'est actuellement la tâche d'un parti révolutionnaire de réaliser la plus stricte centralisation, comme ce fut le cas en France en 1793 (1).

(1) On doit observer aujourd'hui que cette remarque est basée sur un malentendu. On considérait alors comme un fait établi (grâce aux falsificateurs bonapartistes et libéraux de l'histoire) que l'appareil centralisé de l'administration française avait été introduit par la grande Révolution et que la Convention s'en était servi comme d'une arme essentielle et décisive dans la lutte contre la réaction royaliste et fédéraliste et contre les ennemis de l'extérieur. Mais c'est maintenant un fait bien connu que, pendant toute la Révolution et jusqu'au 18 Brumaire, toute l'administration des départements, des cantons et des municipalités fut composée d'autorités élues par la population elle-même, qui jouissaient d'une entière liberté dans les limites de la législation générale. Cet auto-gouvernement provincial et local, tout comme en Amérique, fut le plus fort levier de la révolution, à tel point que Napoléon, immédiatement après son coup d'Etat du 18 Brumaire, se hâta de le remplacer par l'autorité des préfets qui a été conservée jusqu'à présent et qui, de cette façon, a été, dès le début, une véritable arme de la réaction. Mais dans la mesure où le gouvernement local ou provincial n'entre pas en contradiction avec la centralisation politique et nationale, il n'est pas nécessairement lié à cet egoïme municipal et cantonal borné qui est si choquant en Suisse et que tous les républicains fédéraux de l'Allemagne du Sud voulaient introduire en Allemagne en 1849. (Note d'Engels pour l'Édition de Zurich de 1885.)

Nous avons vu comment les démocrates peuvent vraisemblablement arriver au pouvoir dans le prochain mouvement révolutionnaire, comment ils seront obligés de proposer un plus ou moins grand nombre de mesures socialistes. On se demandera quelles mesures les travailleurs devront proposer en opposition. Au commencement du mouvement, les travailleurs ne pourraient naturellement proposer aucune mesure communiste immédiate, mais cependant ils peuvent :

1. - Forcer les démocrates à empêcher le plus loin possible sur le système actuel de la société afin de gêner son développement normal, ainsi les amener à compromettre leur propre position et obliger à concentrer la plus grande quantité de forces productives, de moyens de transports, d'usines, de voies ferrées dans les mains de l'Etat.

2. - Ils doivent pousser les propositions des démocrates, propositions qui ne sont en aucun cas révolutionnaires mais réformistes, jusqu'à leurs conséquences extrêmes et transformer ces propositions en attaque directe contre la propriété privée; par exemple, la petite bourgeoisie propose d'acquérir les voies ferrées et les usines, les travailleurs doivent exiger que les voies ferrées et les usines, parce qu'elles sont la propriété des réactionnaires, soient simplement confisquées sans compensation. Si les démocrates proposent des impôts proportionnels, ils doivent exiger des impôts (sur le revenu) progressifs; si les démocrates proposent eux-mêmes un impôt sur le revenu, d'une progression modérée, alors les travailleurs doivent réclamer un impôt dont la progression soit si rapide que le résultat en serait un effondrement du grand capital; si les démocrates exigent le règlement de la dette d'Etat, les travailleurs doivent en réclamer l'annulation (banqueroute de l'Etat). Par conséquent, les revendications des travailleurs dépendront partout des concessions et des mesures proposées par les démocrates.

Même si les travailleurs allemands étaient incapables de parvenir au pouvoir et de faire aboutir leurs intérêts de classe, ils peuvent, cette fois-ci, avoir la certitude que le premier acte du prochain drame révolutionnaire coïncidera avec la victoire directe de leur propre classe en France et qu'il en sera grandement hâté.

Mais ils réaliseront la plus grande partie de leur victoire finale à leur profit, par leur propre compréhension de leurs intérêts de classe, en adoptant le plus tôt possible une propre attitude de parti indépendant et en ne se laissant pas égarer au sujet de la nécessité de l'organisation indépendante du parti du prolétariat par les phrases hypocrites de la petite bourgeoisie démocratique. Leur cri de guerre doit toujours être : « La Révolution en permanence ».

Londres, mars 1850.

★

Léon TROTSKY

MA VIE

réédition de l'abrégé en un volume : 120 francs

LEÇON D'ESPAGNE, DERNIER AVERTISSEMENT

une brochure : 35 fr.

LE MARXISME ET NOTRE ÉPOQUE

une brochure : 30 fr.

★